

Royaume du Maroc



المعهد الملكي للثقافة الأمازيغية
ⵎⵓⵔⵉⵎⵓⵔ ⵓⵎⵓⵔ ⵓⵎⵓⵔ ⵓⵎⵓⵔ ⵓⵎⵓⵔ
INSTITUT ROYAL DE LA CULTURE AMAZIGHE

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N°11/2023

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Relatif à :

**Traitement documentaire et alimentation de la solution PMB
pour le compte de la bibliothèque de l'IRCAM**

Formant marché par appel d'offres ouvert sur offres de prix en séance publique conformément aux dispositions du Règlement n°2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés de l'IRCAM tel qu'il a été modifié et complété.

ENTRE LES SOUSSIGNES :

.....représenté par
.....
.....
..

D'une part

- Et :
- Faisant élection à domicile à:.....
- Registre de commerce n°.....à.....
- C.B. N°:.....à.....
- C.N.S.S N°:.....à.....
- Agissant pour le compte de.....

D'autre part :

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1. Objet du marché.

Le présent marché a pour objet le traitement documentaire et alimentation de la solution PMB pour le compte de la bibliothèque de l'IRCAM en lot unique.

La durée d'exécution du marché issu de cet appel d'offres est fixée à six (6) mois.

Article 2. Maître d'ouvrage.

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est l'Institut Royal de la Culture Amazigh, désigné ci-après par l'IRCAM.

Article 3. Mode d'attribution.

Les prestations objets du présent appel d'offres seront attribuées en en lot unique.

Article 4. Respect des instructions du CPS.

Les concurrents sont appelés à examiner et à respecter tous les termes, instructions, modèles et prescriptions du présent CPS. Le manquement par un concurrent à fournir tous les renseignements requis dans le présent CPS pourra conduire au rejet de son offre.

Article 5. Pièces constitutives du marché.

Les obligations du titulaire pour l'exécution des prestations, objet du présent marché résultent de l'ensemble des documents suivants :

- L'acte d'engagement du soumissionnaire ;
- Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- L'offre technique ;
- Le Bordereaux des prix global.

Article 6. Référence aux textes généraux

Le titulaire demeurera soumis aux textes et règlements administratifs et techniques en vigueur au MAROC, et notamment aux documents ci-après :

- 1) Règlement N° 2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés publics de l'IRCAM ;
- 2) Cahier des clauses administratives générales – EMO ;
- 3) De la législation et la réglementation du travail et notamment des Dahir du 21 mars 1943 et 27 décembre 1944 concernant les accidents de travail, ainsi que les textes portant réglementation des salaires, tel qu'il a été modifié et complété.

Le titulaire ne pourra en aucun cas invoquer à son profit l'ignorance des dispositions de ces documents.

Article 7. Droits de Timbre et frais d'Enregistrement

Le titulaire du marché s'acquitte des droits auxquels peuvent donner lieu les timbres et l'enregistrement du marché, tels que ces droits résultent des lois et règlement en vigueur.

Article 8. Ordres de service.

Le titulaire doit se conformer strictement aux ordres de services qui lui sont notifiés.

Conformément aux dispositions du CCAG-EMO, le titulaire se conforme aux changements qui lui sont prescrits pendant l'exécution du marché, mais seulement lorsque le maître d'ouvrage les ordonne par ordre de service et sous sa responsabilité.

Article 9. NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il est à préciser que :

- a) La liquidation des sommes dues par l'IRCAM en exécution du marché, sera opérée par les soins du Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.
- b) L'autorité chargée de fournir au prestataire du marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogations les renseignements et états prévus au dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif aux nantissemements des marchés publics, est le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué.
- c) Les paiements prévus aux marchés seront effectués par l'Agent Comptable de l'IRCAM, seul qualifié pour recevoir les significations des créances du prestataire du Marché.

Le Recteur de l'IRCAM, ou de son délégué, délivrera sans frais, au prestataire, sur sa demande écrite et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" conformément aux dispositions du Dahir N°01-15-05 du 19/02/2015 relatif au nantissement des marchés publics.

CHAPITRE II: GARANTIES DU MARCHE.

Article 10. Cautionnement provisoire et définitif.

Le soumissionnaire joindra à son offre une attestation de cautionnement provisoire. La caution ne doit comporter aucune réserve ni restriction.

Le montant de la caution provisoire sera de 5.000,00 Dhs (cinq mille Dirhams).

La caution restera valable jusqu'à la date limite de validité des offres.

Les attestations de cautionnement provisoire, accompagnant les offres qui n'ont pas été retenues, seront retournées dans les plus brefs délais et au plus tard après achèvement des travaux de la commission d'ouverture des plis et de jugement des offres.

Le cautionnement provisoire du candidat retenu, sera libéré lorsque celui-ci aura signé le marché et constitué la caution définitive dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le cautionnement provisoire pourra être saisi dans les cas suivants :

- Si le soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité spécifié dans le présent document ;

- Si le candidat ayant présenté l'offre la plus avantageuse, ne répond pas dans le délai imparti à l'invitation de la commission pour produire les pièces du dossier administratif, ou ne produit pas les pièces complémentaires nécessaires, ou ne confirme pas les rectifications des erreurs matérielles demandées, ou ne régularise pas les discordances constatées entre les diverses pièces de son dossier, ou produit une offre financière, signée par une personne non habilitée à l'engager au regard de la ou des pièces justifiant les pouvoirs conférés, ou ne justifie pas son offre anormalement basse, ou les prix jugés anormalement bas ou excessifs.
- Ou si le candidat ayant été déclaré attributaire :
 - ✓ Retire son offre au cours du délai de validité des offres.
 - ✓ Ou ne constitue pas la caution définitive dans les conditions et délai fixés par le Cahier des Prescriptions Spéciales.
 - ✓ Ou ne signe pas le marché qui lui est proposé au cours du délai de validité des offres.

Le cautionnement définitif est fixé à 3% (trois pour cent) du montant initial du ou des marchés. Il doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du ou des marchés.

Cette caution ne doit pas comporter de date limite de validité dans le temps.

Article 11. Retenue de garantie.

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée pour le présent marché.

Article 12. Validité du marché.

Le présent marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après son approbation par le maître d'ouvrage.

Article 13. Délai d'exécution.

Le délai d'exécution est fixé à six (6) mois. Ce délai commencera à courir à partir la date de notification de l'ordre de service de commencement de réalisation des prestations objets du marché et n'inclut pas les délais d'approbation et de réponse aux éventuelles remarques.

L'exécution de la prestation devra respecter le planning d'exécution de la note méthodologique proposée.

Article 14. Pénalités de retard.

A défaut par le titulaire du marché d'avoir terminé la prestation dans les délais fixés à l'article 12 ci-dessus, il lui sera appliqué, sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par l'IRCAM, une pénalité par jour de retard égale à une fraction de millième (1/1000) du montant initial du marché. Néanmoins, le montant total de ces pénalités ne pourra dépasser un plafond de dix pour cent (10%) du montant initial du marché et ce conformément à l'article 42 du C.C.A.G-EMO.

Ces pénalités seront déduites d'office au moment du paiement de la facture, et sans aucune mise en demeure.

CHAPITRE III : OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE.

Article 15. Election de domicile.

Les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du titulaire mentionné dans l'acte d'engagement.

En cas de changement de domicile, le titulaire du marché est tenu d'en aviser l'IRCAM, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

A défaut par le titulaire d'avoir rempli les obligations qui lui sont imposées, les notifications se rapportant à son marché lui seront valablement faites dans les bureaux, au siège de l'IRCAM.

Article 16. Confidentialité des renseignements.

Les renseignements obtenus par le titulaire du marché dans le cadre de cette mission sont de nature confidentielle et ne devront donc pas être divulgués. Le titulaire se reconnaît tenu à l'obligation de confidentialité pour ce qui concerne l'ensemble des aspects de sa mission et s'engage à faire respecter ces dispositions par tous ses collaborateurs et par ses tiers intervenants. En outre le titulaire s'engage à n'utiliser les informations recueillies au cours de sa mission à aucune fin autre que celle de l'objet de cette mission et pour laquelle il est mandaté par l'IRCAM.

Toutefois, les dispositions des articles 22 et 23 du CCAG-EMO restent applicables.

Article 17. Assurances et Responsabilités.

Le titulaire doit souscrire une police d'assurance qui couvrira tous les risques inhérents à l'exécution du présent marché, conformément à l'article 20 du CCAG-EMO.

Il doit souscrire, au profit des intervenants affectés à cette mission, une assurance garantissant :

- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile à raison des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs causés à l'égard des tiers à la suite d'accidents provenant du fait des fautes et d'erreurs professionnelles dans le cadre du marché découlant du présent appel d'offres ;
- L'ensemble du personnel contre les accidents de travail et ce, conformément à la réglementation en vigueur.

L'IRCAM ne peut en aucun cas être tenu pour responsable des accidents qui pourront survenir aux intervenants du titulaire dans l'exercice de leurs fonctions.

Article 18. Sous-traitance.

Le titulaire des marchés qui découleront du présent appel d'offres doit solliciter, par écrit, l'agrément de l'IRCAM pour toute sous-traitance d'une ou de plusieurs parties de son marché.

Toutefois, les sous-traitants doivent obligatoirement remplir les conditions requises des concurrents prévues par le règlement N° 2524 du 21/07/2014 relatif aux marchés publics de l'IRCAM.

Article 19. Consistance et nature des prix.

Les prix du marché doivent être établis en dirham et comprenant le bénéfice ainsi que tout droit, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et, d'une façon générale, toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe à la prestation.

Ces prix tiennent compte de l'ensemble des prestations auxquelles ils s'appliquent, non seulement telles que ces dernières sont définies dans le présent document, mais encore telles qu'elles doivent être réellement exécutées pour aboutir à la solution à mettre en place par le titulaire.

Ils tiennent compte également de tous les frais nécessaires pour le transport, l'hébergement et les missions de l'ensemble du personnel employé par le titulaire ainsi que des frais de bureau et autres entraînés par l'exécution des prestations.

Article 20. Révision des prix.

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables, le titulaire renonce expressément à toute révision des prix.

Article 21. Droit de timbre et d'enregistrement.

Les frais de timbre et d'enregistrement des marchés originaux conservés par l'administration seront à la charge du ou des titulaires de ces marchés, tel que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

Article 22. Réceptions provisoire et définitive du marché.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 49 du CCAG-EMO :

Article 22.1 Réception provisoire du marché.

La réalisation des prestations objet du présent marché sera matérialisée par la production d'un **rapport d'exécution**.

L'IRCAM se réserve une période de vingt-et-un (21) jours calendaires, à compter de la date de remise dudit **rapport**, pour la vérification et approbation de la conformité de ce livrable aux exigences du marché et pour formuler ses observations et remarques. Le titulaire dispose alors d'un délai de dix (10) jours calendaires au maximum pour répondre aux observations et remarques formulées par le maître d'ouvrage (IRCAM) et produire des documents définitifs. Passé ce délai, le titulaire se verra appliquer une pénalité de retard dans les conditions et formes prévues à l'article 14.

Lorsque toutes les objections auront été levées, une réception provisoire sera prononcée, sanctionnant l'achèvement de la prestation.

Il est à signaler que ces divers délais ne sont pas inclus dans les délais réservés à l'exécution de la mission tels que sont fixés par l'article 13.

Article 22.2 Réception définitive du marché.

En cas d'acceptation de la prestation, la commission de réception établira un procès-verbal de réception définitive dans un délai de dix jours.

Article 23. Cas de force majeure.

Il sera fait application des termes et dispositions de l'article 32 du CCAG-EMO. Le titulaire du marché doit, en cas de survenance d'un événement de force majeure, notifier dans un délai ne dépassant pas 7 jours à l'IRCAM, par lettre recommandée, établissant les éléments constitutifs de la force majeure et ses conséquences probables sur la réalisation du marché issu de l'appel d'offres.

Article 24. Arrêt de la mission.

S'il y a interruption de la mission par décision de l'IRCAM, les prestations exécutées par le titulaire seront rémunérées à l'aide des éléments du bordereau des Prix, sous détail des prix, le planning et le chronogramme.

Par ailleurs, il est précisé qu'en cas de résiliation du marché par défaillance du titulaire, les clauses prévues par le CCAG-EMO seront appliquées et aucune indemnité ne sera due.

Article 25. Mode de règlement.

Article 25.1 Modalités de paiement.

L'IRCAM se libérera des sommes dues par eux sur production d'une facture représentant le montant de la commande totalement réalisée.

La facture doit répondre aux conditions suivantes :

1. Etre conforme au bordereau des prix - détail estimatif;
2. Etre signée (par la personne ayant la délégation des pouvoirs), datée et cachetée ;
3. Etre arrêtée en toutes lettres ;
4. Faire ressortir les montants HT, TVA et TTC (pour les fournisseurs étrangers, elle doit faire ressortir le montant de la part en devise à transférer).
5. Elle doit rappeler les références du marché et l'intitulé exact du compte bancaire de l'attributaire du marché, ainsi que le RIB composé de 24 chiffres.

Le paiement sera effectué après la prononciation de réception provisoire, définitive et de la réception par l'IRCAM des pièces justificatives (factures, rapport, etc...).

Article 25.2 Règlement des sommes dues.

L'IRCAM se libérera des sommes dues par lui, en donnant crédit au compte courant par virement au compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement.

Article 26. Garanties du Marché.

Le Titulaire du marché est tenu de présenter des garanties pour le bon déroulement de la mission.

Article 27. Résiliation du Marché.

Le marché découlant du présent appel d'offres sera résilié de plein droit et sans intervention judiciaire dans les deux cas suivants :

- 1) En cas de manquement grave de la part du titulaire et en particulier si ce dernier ne se conforme pas aux directives de l'IRCAM ou si les prestations prévues ne sont pas menées avec la qualité et la célérité requises et ce, dans un délai de quinze (15) jours après mise en demeure par lettre recommandée visant et rappelant le présent article.
- 2) En cas de liquidation judiciaire, si le titulaire n'est pas autorisé par le tribunal à poursuivre l'exploitation de ses services.

Toutefois, les dispositions de l'article 52 du C.C.A.G-EMO restent applicables.

Article 28. Règlement des litiges

Les litiges qui se produiraient à l'occasion de l'exécution du marché découlant du présent appel d'offres seront résolus par la recherche de toute solution amiable préalablement à toute autre solution.

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis au tribunal administratif de Rabat.

Toutefois, les dispositions des articles 52 et 55 du CCAG-EMO restent applicables.

CHAPITRE V : TERMES DE REFERENCE

Article 29. Consistance de la prestation

Traitement physique et intellectuel du fonds documentaire : 10 000 documents.

La prestation comprendra :

- L'indexation, classification décimale de Dewey et cotations intellectuelle et physique du fond documentaire de la bibliothèque de l'IRCAM ;
- L'alimentation de la solution PMB ;
- La description bibliographique du fonds documentaire de la bibliothèque de l'IRCAM ;
- Le développement d'un module d'inventaire qui devra permettre de savoir l'état réel du catalogue en identifiant les documents réellement présents sur les rayonnages. Il devra également orienter les acquisitions dans le cas d'ouvrages manquants ou en mauvais état.

1. Récolement des documents de la bibliothèque

L'opération de récolement se fait avant la mise à jour de la solution PMB à travers la vérification de la présence de chaque document à son emplacement dans les collections et sur la base de données PMB.

La prestation de récolement des documents de la bibliothèque est réalisée par des techniciens documentalistes expérimentés qui collecteront les données nécessaires à l'opération de récolement et compareront ensuite l'existant physique avec le catalogue en ligne pour

identifier les documents manquants. Le récolement est effectué étape par étape et document par document.

Une fois le récolement d'un rayonnage est terminé, le prestataire doit retirer du rayonnage, les exemplaires non existants sur PMB afin de les cataloguer dans la phase suivante. Il est essentiel de procéder à ce retrait au fur et à mesure pour éviter des tâches fastidieuses à la fin du récolement.

À la fin de l'opération, lorsque tous les rayonnages ont été récolés, le prestataire doit présenter un rapport sur le taux de disparition, accompagné de la liste des ouvrages manquants. Ensuite, la base de données du PMB sera mise à jour pour supprimer tous les exemplaires manquants ainsi que leurs notices.

2. Mise à jour et correction du catalogue informatique

La mise à jour et la correction du catalogue comprennent la correction des exemplaires et des notices erronées, ainsi que la fusion des notices relatives au même titre afin de garantir qu'un ouvrage dispose d'une seule notice dans la base de données PMB. La notice doit contenir au minimum les informations suivantes :

- ISBN ;
- langue, type et forme du document (U 101, 105 & 106) ;
- mention du titre (U 200 : titre, type du document & auteurs) ;
- mention d'édition et d'éditeur (U 205 & 210) ;
- mention de volume/collection (U 215 & 225) ;
- indexation (U610) ;
- indice de classification CDD ;
- auteurs et code de fonction (U 700, 701, 702, 710, 711 & 712) ;
- contrôle d'autorités (chaque auteur doit avoir une seule entrée normalisée dans la base) ;
- auteurs & ouvrages marocains (U 951).

Exemplarisation

- Saisie normalisée de la côte selon la politique adoptée par la bibliothèque
- Saisie de la localisation et du statut de l'exemplaire
- Saisie du code-à-barres
- Harmonisation de l'Exemplarisation en s'assurant qu'il y a une seule notice pour chaque titre présent dans la base
- Vérification et correction des données du catalogue en procédant à l'épuration des listes d'autorités prises en charge par PMB, notamment les listes d'autorité auteurs, catégories, éditeurs, collections, sous-collections, titres de série, titres uniformes et index décimal

Epuration des données du catalogue qui comprend les actions suivantes :

- Normalisation des formats de noms, d'adresses et d'autres listes ;
- Correction des valeurs avec des erreurs de casse ;
- Correction des valeurs comportant des fautes de frappe ;
- Correction des champs contenant des espaces et des fautes d'orthographe ;

- Identification et suppression des doublons ;
- Ajout des valeurs manquantes ;
- Suppression des espaces en début et en fin de ligne ;
- Correction des erreurs de type "chiffres avec des lettres" et "lettres avec des chiffres" ;
- Correction des erreurs de ponctuation ;
- Identification et suppression des erreurs d'incohérence dans les données ;
- Épuration des données du catalogue doit être effectuée par lots à l'aide d'outils capables de traiter les fichiers au format CSV, Excel ou TXT, ainsi que des bases de données SQL. Le nettoyage des erreurs résiduelles, c'est-à-dire celles qui subsistent après l'épuration par lots, sera effectué manuellement.

3. Réorganisation du fonds et finalisation du catalogage

Cette prestation comprend trois aspects :

- Signalétique des espaces et documents ;
- Finalisation du catalogage ;
- Désherbage des collections.

Article 30. Lieu d'exécution.

L'exécution des prestations se déroulera dans les locaux de l'IRCAM.

Article 31. Retenue à la source au titre de l'IS, l'IR et TVA.

Les sociétés non résidentes au Maroc et qui sont attributaires d'un marché sont soumises à la retenue à la source de 10% sur les montants dus hors la taxe sur la valeur ajoutée, au titre de l'impôt sur les sociétés ou l'impôt sur le revenu et ce conformément aux articles 5 et 160 du code général des impôts.

Article 32. Obligation du titulaire.

Le titulaire s'engage à exécuter personnellement sa prestation. Toutefois, en cas de force majeure dûment justifié, il devra proposer en remplacement, des experts de qualification et d'expérience au moins équivalentes. Le remplacement ne devra avoir lieu qu'après accord préalable de l'IRCAM.

Le titulaire appréciera, sous sa responsabilité, la consistance des diligences à accomplir, compte tenu des objectifs assignés à cette prestation.

Article 33. Documentations à fournir au titulaire.

Le maître d'ouvrage s'engage à mettre à la disposition du titulaire, la documentation et les informations dont il dispose jugées utiles à la bonne réalisation de la prestation.

Article 34. Délai d'approbation.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date fixée pour l'ouverture des plis. Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions du règlement N° 2524 précité.

Le Prestataire : (Signature précédée de la mention manuscrite « lu et accepté »)	Le Recteur Le 8/11/2023  Institut Royal de la Culture Amazighe Le Recteur Ahmed BOUKOUSS
--	---

Article 35. Bordereaux des prix global.

N° des prix	Désignation de la Prestation	Unité de mesure	Quantité	Prix Unitaire HT DH	Prix Total HT DH
1	Traitement documentaire et alimentation de la solution PMB (10 000 documents)	Ens	1		
Montant Total HT					
TVA (20%)					
Montant Total TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix global à la somme, toutes taxes comprises, de

.....